

***La soviétisation des partis communistes  
de l'Europe centrale et orientale  
Les particularités des purges staliniennes de l'après-guerre***

**MIKLOS NAGY**  
UNIVERSITE DE SZEGED

**Résumé**

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les nouveaux gouvernements de coalition d'Europe centrale et orientale ont été dominés par les partis communistes peu influents au départ. Profitant de l'occupation de l'armée soviétique, ils ont éliminé successivement les autres formations politiques. Après la proclamation de la doctrine Truman, l'URSS a exigé un contrôle absolu sur les gouvernements de la région, exercé par l'intermédiaire des partis communistes. Le moyen de l'emprise institutionnelle fut le Kominform. Après le schisme yougoslave, la méfiance vis-à-vis du communisme national s'est renforcée. Staline a entamé l'épuration des appareils des partis pour qu'ils s'alignent sur le PC soviétique en vue de créer un bloc monolithique. L'épuration a touché 25 % des effectifs des partis de la région, reprenant les méthodes de l'époque des grandes purges staliniennes des années 1930. Les épurations – qui ont touché tous les partis communistes de la région d'Europe centrale et orientale – ont joué un rôle déterminant dans l'instauration du système politique totalitaire de type stalinien.

**I. L'extension du communisme en Europe centrale et orientale**

*1. La période de « fronts nationaux »*

Sous le contrôle de l'Armée rouge, les Soviétiques ont installé des gouvernements de coalition dominés par les communistes. Ces nouveaux pouvoirs ont réuni les antifascistes, communistes, socialistes, démocrates, agrariens, à l'exception de la Yougoslavie et de l'Albanie, où les communistes se sont imposés directement au pouvoir. En Yougoslavie, le Front national de Tito a remporté les élections de novembre 1945. En Albanie, les élections de 1945 ont donné la victoire au Front démocratique dominé par les communistes, dirigés par Kotchi Dzodze, qui devient par la suite l'une des premières victimes des purges staliniennes.

*2. La prise de pouvoir par les communistes*

Les partis communistes encore peu puissants ont éliminé progressivement les autres tendances politiques dont l'influence variait selon les pays. Elles étaient plus fortes en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Les postes clés ont été attribués aux communistes, comme les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Armée, de l'Économie. En Pologne, cela repré-

sentait 14 ministères sur 21<sup>1</sup>. En Hongrie, le maréchal Vorosilov – chef soviétique du Comité de contrôle international – a exercé une influence importante pour que les communistes occupent des fonctions clés dans le gouvernement de coalition. L'URSS a exigé un contrôle absolu sur les gouvernements de la région exercé par l'intermédiaire des partis communistes. Le principal artisan de cette politique en Hongrie fut le secrétaire général du Parti communiste, Mátyás Rákosi – ancien commissaire de la République des conseils de 1919 – qui a mis en œuvre la « tactique de salami ». Cela consistait à morceler successivement les autres partis, avec tout d'abord le Parti des petits propriétaires (1947). Le Parti communiste est arrivé en tête aux élections d'août 1947, entachées de fraude. La fusion forcée des communistes avec le Parti social-démocrate a donné naissance en juin 1948 au Parti des travailleurs hongrois (Magyar Dolgozók Pártja, MDP) qui est devenu la seule force opérationnelle du pays.

En Pologne et en Bulgarie, le Parti communiste a exclu du pouvoir les partis paysans. Les chefs de l'opposition furent emprisonnés et quelques fois condamnés à mort, comme Nikola Petkov, chef du Parti agraire bulgare.

Les communistes se sont heurtés aussi aux Églises, surtout à l'Église catholique. Les biens de l'Église furent sécularisés et le clergé a été soumis à des pressions politiques. Le cardinal hongrois József Mindszenty a été emprisonné en 1948, à l'instar du primat de Tchécoslovaquie en 1949 ou du cardinal Wyszyński en Pologne en 1953.

Les principes soviétiques de socialisation des moyens de production et de planification ont été appliqués dès 1946/48. Dans tous les pays, collectivisation des terres, nationalisation des entreprises et planification ont marqué le passage à une économie de type soviétique donnant la priorité à l'industrie lourde. Les Soviétiques ont fondé des sociétés mixtes pour exploiter à leur profit les ressources de ces pays. Les nationalisations ont été partout menées à bien entre 1948 et 1952. La collectivisation des terres s'est achevée entre 1956 et 1960, sauf en Pologne et en Yougoslavie, où elle a été abandonnée après 1950.

### *3. La création du Kominform – la doctrine de la guerre froide*

L'emprise soviétique a été renforcée par la création du Kominform (Bureau d'information des partis communistes et ouvriers) en septembre 1947, qui est devenu un moyen de contrôle institutionnel soviétique exercé sur les partis communistes d'Europe centrale et orientale, de France et d'Italie. Le Kominform fut créé « au moment où l'influence américaine fondée sur la doctrine Truman et sur le plan Marshall venait de contrecarrer la politique d'expansion de l'URSS en Europe »<sup>2</sup>. La doctrine Jdanov a officiellement proclamé la doctrine soviétique de la guerre froide, affirmant la formation de deux camps opposés et désignant l'ennemi commun des partis communistes, l'impérialisme américain. Les socialistes et la gauche non communistes ont été considérés comme les alliés potentiels des États-Unis. Les chefs socialistes les plus importants ont été arrêtés en Hongrie, tel qu'Árpád Szakasics, président de la République, ainsi que les vice-présidents du conseil en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. Les partis communistes français et italien étaient pour leur part vivement critiqués en raison de leur participation aux gouvernements de coalition au sein de leur pays respectif.

<sup>1</sup> S. Berstein – P. Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, Paris, Hatier, 2018, p. 372.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 375.

#### 4. *Le coup de Prague*

Le coup de Prague de février 1948 s'est déroulé dans le contexte international de la guerre froide. Les ministres modérés du gouvernement de coalition tchécoslovaque ont démissionné afin de provoquer des élections anticipées et un changement politique pour se débarrasser du chef de gouvernement communiste, Klement Gottwald, suspecté de préparer le passage à une dictature. Gottwald a fait appel aux masses ouvrières, dont l'intervention a assuré la victoire des communistes et la démission du président, le libéral Beneš. La Tchécoslovaquie est devenue ainsi une démocratie populaire sous la direction du communiste Gottwald.

#### 5. *Le schisme yougoslave et ses conséquences*

En 1948, la Yougoslavie a refusé la vassalisation, a rompu avec l'URSS et a choisi une voie nationale vers le socialisme. Tito, qui a joué un rôle déterminant dans la résistance contre les Allemands à partir de 1941 et a libéré la plus grande partie de son pays, se comportait de manière indépendante et a traité d'égal à égal avec Staline. Ses initiatives ont contrecarré les projets soviétiques : projet d'une confédération balkanique, soutien aux communistes grecs dans une insurrection que Staline tenait pour une « aventure ». La rupture entre les deux chefs était inévitable. Les dirigeants yougoslaves groupés autour de Tito ont conservé leur indépendance, les partisans de Moscou ont été exclus du Comité central yougoslave et arrêtés. Le 28 juin 1948, la résolution du Kominform a condamné les dirigeants yougoslaves, accusés de « trahison envers la théorie marxiste de la lutte des classes » et de « renforcer le camp impérialiste »<sup>3</sup>. Le parti yougoslave a rejeté à l'unanimité les accusations et a élu un nouveau Comité totalement dévoué à Tito. Staline voulait discréditer Tito par tous les moyens. Il a fait pression sur les pays d'Europe centrale et orientale pour qu'ils rompent leurs liens avec la Yougoslavie. Selon l'appréciation de François Fejtő, l'affaire Tito a joué le même rôle dans les pays du Kominform que l'assassinat de Kirov en décembre 1934 en Union soviétique, marquant le début de l'ère de terreur, de la vague des grandes purges, déterminant le nouveau visage du monde communiste<sup>4</sup>. En juin 1949, le dirigeant communiste albanais, Enver Hodja a fait exécuter un de ses concurrents, Kotchi Dzedze, ministre de l'Intérieur, membre du Bureau politique, ami de Tito, partisan du projet yougoslave de la confédération balkanique. Staline a organisé un véritable blocus économique. À l'initiative de l'URSS la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie ont rompu toute relation économique avec Belgrade.

#### 6. *Les particularités des purges staliniennes de l'après-guerre*

L'affaire yougoslave a renforcé la méfiance envers le communisme national, ce qui a provoqué des purges, touchant les dirigeants des partis, de l'armée, de l'administration. Staline a procédé, dès l'été 1948, à l'épuration des appareils des partis communistes pour qu'ils s'alignent sur le PC soviétique. La peur et la méfiance s'installaient au sein des membres du parti qui se sentaient suspectés par les communistes soviétiques. On assiste à un sentiment de culpabilité collective parmi les dirigeants communistes d'Europe centrale et orientale dont certains avaient entretenu des relations amicales avec les camarades yougoslaves. Ceux qui ont combattu dans la guerre d'Espagne ou dans la résistance ont été considérés

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 377.

<sup>4</sup> F. Fejtő, *A népi demokráciák története* [Histoire des démocraties populaires], Budapest – Párizs, Magvető – Magyar Füzetek, 1991, p. 189.

comme des nationalistes. Les chefs de fil des partis se sentaient coupable pour avoir pris une position « opportuniste » lors de la collectivisation de l'agriculture, ou pour avoir manifesté de l'indulgence à l'égard des nationalistes au sein de leur parti. Ils n'ont pas manqué de faire leur autocritique et ont entamé pour cette raison une campagne afin de « démasquer les traîtres infiltrés dans le parti »<sup>5</sup>. Les dirigeants des partis communistes d'Europe centrale et orientale – Rákosi, Tchervenkov, Bierut, Gottwald, Gheorghiu-Dej – ont entrepris de justifier publiquement la culpabilité de leurs anciens collaborateurs pour mettre en accusation Tito et son régime.

Les épurations ont repris les méthodes de l'époque des grandes purges stalinienne des années 1936/37 où presque tous les « vieux bolcheviks » furent éliminés au profit de nouveaux dirigeants qui devaient tout à Staline<sup>6</sup>. L'accusé principal de ces procès fut Léon Trotski, condamné par contumace. Le trotskisme fut transformé et actualisé en titisme dans la région d'Europe centrale et orientale de l'après-guerre.

Furent éliminés des secrétaires généraux de parti, comme Traïcho Kostov en Bulgarie, Rudolf Slansky en Tchécoslovaquie qui seront exécutés, tout comme László Rajk ministre hongrois des Affaires étrangères et ancien ministre de l'Intérieur.

Le procès de László Rajk date du septembre 1949, téléguidé par Mátyás Rákosi, il a visé l'un des dirigeants les plus populaires du parti communiste. Rajk fut un ancien communiste de l'intérieur qui n'a jamais contesté la prééminence des moscovites tels que Rákosi. Il avait participé à la Guerre d'Espagne, fut trois fois blessé et emprisonné ensuite dans un camp d'internement en France. János Kádár, successeur de Rajk au poste de ministre de l'Intérieur, son ami, a participé aussi aux interrogatoires. Rákosi a gardé dans son coffre-fort l'enregistrement sur bande magnétique des interrogatoires pour lui faire du chantage, alors que Kádár fut lui aussi emprisonné deux ans plus tard. L'affaire Rajk ne peut pas être considéré comme un simple règlement de compte entre les groupes moscovites et nationaux de la direction du Parti. La troïka des moscovites, Rákosi, Gerő et Farkas<sup>7</sup> n'a jamais traité d'égal à égal avec lui. Lié à l'affaire Rajk, une centaine de militants d'avant-guerre sont passés par la torture dans la prison et même des officiers généraux, comme György Pálffy et László Sólyom<sup>8</sup>.

L'importance historique du procès Rajk consiste à l'accusation de titisme. Rajk était plutôt principal témoin contre Tito qu'un simple accusé<sup>9</sup>. Il a dû justifier que Tito et ses complices voulaient rétablir le capitalisme en Yougoslavie et qu'ils ont organisé un coup d'État pour faire tomber le gouvernement Rákosi en Hongrie<sup>10</sup>. Il fallait prouver que les services secrets américains avaient réussi à pénétrer dans les plus hautes sphères de la direction des partis communistes avec l'aide de Tito. Le zèle fanatique et la mégalomanie de

<sup>5</sup> M. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004, p. 388.

<sup>6</sup> A. Koestler, *Sötétség délben* [Ténèbres à midi], Budapest, Európa Kiadó, 1988.

<sup>7</sup> Ernő Gerő : secrétaire du parti communiste, chargé de la politique économique ; Mihály Farkas : secrétaire du parti communiste, chargé des forces de maintien de l'ordre.

<sup>8</sup> Molnár, *Histoire de la Hongrie*, *op.cit.*, p. 389.

<sup>9</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története*, *op.cit.*, p. 196

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 197-198.

Rákosi explique sa volonté d'élargir l'affaire Rajk à un « complot international »<sup>11</sup>. Rajk a tout avoué, conformément au scénario que la police secrète lui avait prescrit. Le 22 septembre, Rajk, et ses « complices » Tibor Szőnyi et András Szalai, ainsi que deux officiers généraux, György Pálffy et Béla Korondi, ont été condamnés à mort et exécutés. La participation des deux officiers généraux dans le procès a servi à justifier les préparatifs d'un coup d'État. Lors des 30 procès complémentaires au procès Rajk, on a emprisonné une centaine de personnes, dont 15 furent exécutées et 11 condamnées à la perpétuité<sup>12</sup>.

Traïtcho Kostov fut le chef de file de l'aile nationaliste du Parti communiste de Bulgarie. En tant que farouche opposant à « l'impérialisme de Belgrade », son nationalisme était dirigé contre l'expansion yougoslave. Lors de son procès de décembre 1949, Kostov est revenu sur ses aveux arrachés par la police. Il a été condamné à mort, exécuté le 14 décembre et les quatre autres coaccusés ont été condamnés à perpétuité<sup>13</sup>.

Wladyslaw Gomulka, secrétaire général du Parti communiste polonais a été emprisonné pour avoir « contesté la collectivisation de l'agriculture » et n'était pas d'accord avec l'excommunication de Tito. Boleslaw Bierut lui a succédé au poste de secrétaire général en novembre 1949. Gomulka fut exclu du parti communiste polonais, tenu sous surveillance en 1951 et libéré trois ans après son arrestation sans se faire remarquer. Il fut le seul survivant des procès entamés contre les secrétaires généraux des partis communistes.

Le procès Slansky en Tchécoslovaquie a commencé en novembre 1952. Les organisateurs soviétiques et tchécoslovaques ont appliqué le scénario du procès Rajk contre l'ancien secrétaire général. Ils se sont efforcés de prouver l'influence des services secrets américains dans la direction du Parti communiste, exercée par l'intermédiaire de Tito. L'accusation principale fut désormais le « sionisme » qui a servi à justifier le cours anti-israélien et pro-arabe pris par la politique soviétique. Les dirigeants soviétiques ont considéré que la politique israélienne était manipulée par le gouvernement américain sous l'influence de la très puissante communauté juive américaine. On a déclaré que le sionisme était le principal ennemi de la classe ouvrière internationale. Sur 14 accusés du procès, 11 étaient d'origine juive. L'épuration a été étendue à la Slovaquie, où on a emprisonné l'élite du Parti communiste, dont Clementis, ministre des Affaires étrangères et Gustav Husak, président du gouvernement régional slovaque. Lors du procès Slansky, 11 accusés furent condamnés à mort et exécutés et 3 condamnés à la perpétuité.

Dans le courant des insinuations antisémites, une centaine de Juifs accusés de sympathie pour Israël ont été arrêtés et exécutés en Union soviétique, contraints par les services secrets d'avouer des crimes inventés<sup>14</sup>. En janvier 1953, Staline a inventé le « complot des blouses blanches », médecins juifs accusés d'avoir tué Jdanov, le principal idéologue du Parti communiste soviétique.

En Roumanie, Anna Pauker, deuxième personnalité de la direction du Parti, d'origine juive, et Vasile Luca, furent victimes de l'épuration. Vasile Luca (László Lukács) ministre des Finances d'origine hongroise, Anna Pauker, ministre des Affaires étrangères, tout deux

<sup>11</sup> Gy. Gyarmati, « Egy hazugságtákolmány tündöklése és bukása. Rajk-Tito-perek Magyarországon, 1948-1956 » [L'ascension et la chute d'un mensonge. Des procès Rajk-Tito en Hongrie], *Rubicon*, n° 10 (2015), p. 46.

<sup>12</sup> B. Szász, *Minden kényszer nélkül* [Sans toute contrainte], Budapest, Európa Könyvkiadó, 1989.

<sup>13</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története*, op.cit., p. 204-205.

<sup>14</sup> Berstein – Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, op.cit., p. 368.

membres du Bureau politique ont dû démissionner de leurs fonctions à l'été 1952. Ils étaient accusés de « contrarier la collectivisation et de défendre le système capitaliste »<sup>15</sup>. Les deux collaborateurs proches de Gheorghiu-Dej ont été condamnés à mort et exécutés. Dej a réussi à se débarrasser de ses rivaux et à devenir premier ministre, tout en gardant le poste de secrétaire général du Parti.

### 7. Les caractéristiques des procès

Au cours des procès, on assiste aux accusations de « trotskisme », de « titisme », de « collusion avec l'impérialisme » et de « nationalisme ». Les agents des services secrets soviétiques de Béria, sous la direction de Fiodor (Mihail Ilitch) Bielkin, ont joué un rôle direct dans la préparation des procès, ainsi que lors des interrogatoires et dans la rédaction des actes d'accusation. Au cours des interrogatoires, ils ont appliqué les mêmes méthodes qu'à l'époque des grandes purges staliniennes des années 1936/37. Les accusés ont été torturés et se trouvaient sous une pression physique et morale permanente, tout en étant victimes de chantages. Les grands procès politiques ont été accompagnés d'une campagne de discréditation impitoyable des accusés par la presse et par l'opinion publique. La méthode déterminante de la procédure de preuve fut la prise en considération l'aveu seul – arraché lors de l'interrogation sous pression physique ou morale – ce qui ne rendait pas nécessaire l'utilisation d'autres moyens de preuve. Conformément aux méthodes de Vychinski, procureur général de l'URSS, l'aveu fut considéré comme « la reine des preuves ». La présomption d'innocence n'existait pas, la base de l'accusation était la culpabilité. Les autorités communistes ont empêché par tous les moyens les avocats de faire leur travail, dont la plaidoirie limitait à demander un jugement clément de l'accusé.

Dans certains cas, on a fait croire aux accusés que s'ils passaient aux aveux, le tribunal aurait de l'indulgence pour leurs crimes. On suppose aussi que certaines victimes ont accepté de sacrifier leur propre vie, ce qu'ils jugeaient bénéfique pour l'avenir du monde communiste<sup>16</sup>. Les accusés étaient obligés de placer les intérêts de l'URSS et du mouvement communiste international au dessus de ceux de leur propre pays. Les purges sont considérées aussi comme des règlements de compte entre les groupes moscovites et nationaux des directions des partis communistes, où les moscovites ont remporté la victoire. L'historiographie récente remet en cause cette opposition. L'exemple de Slansky ou d'Anna Pauker prouvent plutôt le contraire, puisqu'appartenant à la faction moscovite de leur parti.

Selon l'appréciation de Fejtő, la soviétisation des partis communistes d'Europe centrale et orientale signifiait leur « dénationalisation », en les arrachant de leur environnement national. À l'exemple du PC soviétique, les chefs de fil de partis s'efforçaient de se débarrasser de leurs adversaires pour introduire le culte de la personnalité<sup>17</sup>.

Les épurations staliniennes ont touché 25 % des effectifs des partis de la région, tandis que des 2 500 000 membres des partis communistes en Europe centrale et orientale, entre 5 et 10 % a été arrêté<sup>18</sup>.

<sup>15</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története, op.cit.*, p. 216.

<sup>16</sup> Berstein – Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours, op.cit.*, p. 158.

<sup>17</sup> Fejtő, *A népi demokráciák története, op.cit.*, p. 186.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 189-190.

## II. La déstalinisation dans les pays d'Europe centrale et orientale

En Europe centrale et orientale, la déstalinisation a entraîné une remise en cause du modèle soviétique et la recherche de voies nationales vers le socialisme. Les relations avec la Yougoslavie ont été renouées dès 1953, reconnaissant les différentes formes de développement socialiste. Toutefois, la Yougoslavie a refusé d'adhérer à l'alliance militaire et politique du Pacte de Varsovie, signé par l'URSS le 14 mai 1955 en compagnie de sept démocraties populaires. Dans ces pays, les dirigeants communistes installés par Staline ne pouvaient pas faire la critique des méthodes staliniennes sans faire leur propre autocritique. En Tchécoslovaquie, Gottwald, décédé en 1953, est remplacé par Antonin Novotny à la direction du Parti, alors que les autres dirigeants ont conservé leur poste pour un certain temps encore. Le désaccord entre les dirigeants staliniens et les partisans de la libéralisation du régime a provoqué de graves troubles en 1956 en Pologne et en Hongrie, où les soulèvements populaires ont abouti à la chute des chefs de file de la faction stalinienne. La révolution hongroise d'octobre 1956 a donné un coup d'arrêt au développement de la tendance nationale du socialisme. La répression du « socialisme national » est alors devenue la tendance déterminante en RDA avec Ulbrich, en Tchécoslovaquie avec Novotny, en Bulgarie avec Jivkov, en Pologne avec Gomulka et en Hongrie avec János Kádár après 1956. Tito, de son côté, a proclamé la « voie yougoslave » du socialisme qui a suscité l'accusation du « communisme national et de révisionisme »<sup>19</sup>.

Les dirigeants chinois, toujours hostiles à la déstalinisation, ont soutenu les tendances néostaliniennes de l'Europe centrale et orientale. Après la rupture des relations sino-soviétiques au début des années 1960, Pékin a réussi à renforcer son influence en Europe. Les Albanais, qui eux aussi ont critiqué la déstalinisation, ont été exclus du bloc communiste et sont devenus les principaux alliés des Chinois en Europe. La Roumanie a maintenu son indépendance en s'opposant au projet de spécialisation des tâches au sein du Comecon, par peur de sombrer dans une situation inférieure dans cette coopération économique des pays communistes. Le successeur de Gheorghiu-Dej, Nicolae Ceaușescu a perpétué la voie nationale.

Après l'échec des réformes de Khrouchtchev, dans certains pays socialistes, comme en Tchécoslovaquie ou en Hongrie, on a tenté de faire prévaloir l'intérêt national que l'URSS a toléré, dans la mesure où il ne remettait pas en cause l'appartenance au Pacte de Varsovie ou les fondements de l'idéologie marxiste-léniniste. L'expérience du « socialisme à visage humain » en 1968 en Tchécoslovaquie est réprimée, en référence à la priorité de l'internationalisme des pays socialistes, alors que la Hongrie de Kádár a réussi à maintenir l'image de « la baraque la plus gaie du monde communiste ». Grâce à l'amélioration du niveau de vie, on a procédé à une certaine libéralisation de la vie publique sur la base d'un consensus minimum entre la société et le régime. Moyennant une fidélité au Pacte de Varsovie et un maintien du monopole du pouvoir du Parti communiste, la Hongrie a été considérée comme le pays le plus libéral du monde communiste.

<sup>19</sup> Berstein – Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, op.cit., p. 389.